

## Un multiplicateur des menaces terroristes



Le changement climatique aide à instaurer un environnement dans lequel les terroristes peuvent opérer plus librement. © D.R.

**Le rapport s'intéresse à quatre cas : Boko Haram dans la région du lac Tchad, l'État islamique en Syrie, les Talibans en Afghanistan et le crime organisé au Guatemala.**

Le ministère allemand des Affaires étrangères a commandé une étude pour le think tank allemand Adelphi ([climate-diplomacy.org](http://climate-diplomacy.org)), intitulé "Insurgency, terrorism and organised crime in a warming climate" (pour insurrection, terrorisme et criminalité organisée dans le cadre d'un monde en proie au réchauffement climatique). Elle a été rendue publique le 20 avril 2017. Elle montre comment le réchauffement du climat agit comme un "multiplicateur de menaces" et "converge avec d'autres risques (pénurie de ressources, croissance démographique...)" pour accroître l'éclatement d'une crise, voire d'un conflit armé dans une région.

Au fur et à mesure que le climat change, les conditions dans lesquelles fonctionnent les groupes armés non étatiques émergent. "Le changement climatique ne crée pas lui-même des terroristes, mais il aide à l'instauration d'un environnement dans lequel les terroristes peuvent opérer plus librement..." Il augmente la pression sur des gouvernements fragilisés encore plus par de nouvelles conditions moins favorables et qui permettent aux groupes terroristes de prospérer et de détruire les moyens de subsistance en raréfaction. Cet état de fait rend les individus plus vulnérables à l'enrôlement par les groupes terroristes.

Des fragilités accentuées par la raréfaction des ressources, l'eau notamment

Ce nouveau rapport examine les liens entre les risques liés à la fragilité climatique et l'émergence ainsi que le maintien de groupes armés non étatiques. Il s'intéresse à quatre cas : Boko Haram dans la région du lac Tchad, l'État islamique en Syrie, les Talibans en Afghanistan et le crime organisé au Guatemala. Dans la région du lac

Tchad, il note que de sévères sécheresses ont provoqué un rétrécissement du lac qui est passé de 25 000 km<sup>2</sup> avant 1973 à 2000 km<sup>2</sup> de nos jours. Ce manque dramatique de la ressource hydrique prive les populations locales d'une ressource autour de laquelle est organisée la vie de la sous-région. La surexploitation des sols sans possibilité de recours à des apports artificiels (manque de moyens financiers) et la croissance démographique ont fait le reste. Les populations sont plongées dans une pauvreté extrême qui contribue ou facilite le recrutement de "terroristes" et le contrôle de la région par le groupe terroriste Boko Haram. Pour les rédacteurs du rapport, "les groupes terroristes utilisent de plus en plus les ressources naturelles comme une arme de guerre, en contrôlant leur accès et en exacerbant leurs pénuries. Plus les ressources sont rares, plus le pouvoir est donné à ceux qui les contrôlent". Le Conseil de sécurité de l'Organisation des Nations Unies (ONU) a, dans une résolution adoptée le 31 mars dernier - résolution 2349 (2017) - sur la région du Tchad, souligné l'impact du changement climatique sur l'instabilité de la région et la nécessité d'évaluer de façon adéquate la gestion de ces risques pour la gestion des actions de contre-terrorisme, de la prévention des conflits en Afrique, la protection des civils, des femmes, de la paix... La résolution évoque aussi les cas de la Syrie et de l'Irak avec l'Armée Islamique (AI), de l'Afghanistan, du Darfour ou encore du Nigeria. Pour la branche de sécurité de l'ONU, le changement climatique a agi comme un multiplicateur de menaces dans l'émergence des conflits. Ce rôle pourrait être de plus en plus déterminant dans le futur. Dans l'analyse des facteurs déclenchant ou favorisant le déclenchement et/ou la persistance des guerres, la prudence est de mise, ne serait-ce que pour ne pas dédouaner la gouvernance politique de dirigeants installés à vie pour régenter la vie des populations et les assujettir à leurs desiderata.

Dans le pourrissement du conflit syrien, certains évoquent la sécheresse sans précédent qui a sévi entre 2006 et 2010 et qui a affecté les trois quarts de la population, provoquant un important exode rural et une forte paupérisation. Il faut d'ailleurs souligner le rôle d'Israël dans l'accaparement de l'essentiel des ressources hydriques de cette sous-région d'un Moyen-Orient classée comme l'une des zones les plus marquées par le stress hydrique. Alice Baillat du Centre de recherches internationales de Sciences Po (CERI-France), qui a travaillé sur les migrations climatiques au Bangladesh, estime que si le changement climatique a effectivement servi de "catalyseur" dans la crise (Syrie), il ne faut pas dé-responsabiliser les politiques. "Si d'autres choix politiques avaient été pris, comme par exemple ne pas supprimer les subventions agricoles à ce moment-là, les populations auraient sans doute mieux absorbé les impacts du changement climatique et la crise aurait peut-être pu être moindre" (novethic.fr).

### **Quelles réponses à ces menaces avérées ?**

Aux États-Unis, le Pentagone a commencé à s'intéresser, depuis le début des années 2000, au lien entre les changements climatiques et la sécurité. La problématique a depuis pris de l'ampleur, à la fois à cause de l'accélération et de la globalisation de la menace terroriste mais aussi des impacts climatiques dont les effets sur les ressources naturelles est évident (eau, faune, flore, phénomènes extrêmes, ressources halieutiques...). En France, sans doute aussi en raison d'attentats meurtriers à répétition, le pays, par le biais de l'Institut des relations internationales et géostratégiques (IRIS), lance, le 7 janvier 2017, l'Observatoire géopolitique des enjeux des changements climatiques en termes de sécurité et de défense. Il est l'inspiration de la Direction générale des relations internationales et de la stratégie (DGRIS) du ministère français de la Défense. Il ambitionne selon ses auteurs de mieux comprendre l'articulation entre les changements climatiques et les enjeux de sécurité tout en apportant un éclairage sur les tendances de long terme.

Il vise notamment à étudier les liens de corrélation, voire de causalité, entre facteurs climatiques, environnementaux et conflits, et à dresser une typologie des crises potentielles. Il s'attachera également à évaluer les conséquences des changements climatiques sur les politiques de défense des États, sur les missions et l'organisation des forces armées et de sécurité locales ainsi que sur les équipements et infrastructures.

Dans son premier rapport paru un mois plus tard, cet organisme note : "Le changement climatique est un facteur parmi d'autres à prendre en compte, il ne faut ni le négliger ni le surestimer... Pour l'heure, ce sont les décisions politiques qui restent déterminantes dans le déclenchement de certaines crises. Il faut donc faire attention à l'instrumentalisation qui peut être faite du facteur climatique par certains gouvernements." Une chose est sûre, la problématique du changement climatique a depuis longtemps quitté le domaine de l'écologie

ou des risques économiques et des retombées sociales. Elle est une donnée politique qui traverse tous les dossiers importants qui traitent de l'avenir de la planète et des relations internationales. Lors de la COP22 à Marrakech (Maroc), 27 personnalités de haut rang avaient signé une déclaration commune dans laquelle elles affirmaient que le changement climatique constitue "un risque pour la paix et la stabilité internationales".

**R. S.**